

Dialogue politique avec les gouvernements locaux à la PrepCom 2 d'Habitat III

Les organisations de gouvernements locaux et régionaux, en leur qualité d'acteurs gouvernementaux et réunies au sein de la Taskforce Mondiale pour l'agenda du développement post-2015 et vers Habitat III, se sont réunies lundi 13 avril à l'occasion d'un dialogue politique organisé au siège des Nations Unies à Nairobi.

Cet événement spécialement dédié aux autorités locales et régionales, et organisé dans le cadre du programme officiel du Second Comité préparatoire pour la Conférence Habitat III, avait pour objectif d'élaborer un *Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux*, et de lancer les préparations pour la seconde Assemblée mondiale des autorités locales, prévue pendant Habitat III à Quito, en 2016.

Habitat II a reconnu que les gouvernements locaux faisaient partie des principaux partenaires d'ONU-Habitat pour la mise en œuvre de l'Agenda d'Habitat. Habitat II a également marqué un grand pas en avant pour la reconnaissance de la pertinence des réseaux d'autorités locales. Suite à la première Assemblée mondiale des villes et des autorités locales, organisée dans le cadre d'Habitat II en 1996, les autorités locales se sont engagées à faire entendre une « voix unie pour les gouvernements locaux et leurs associations ». La Taskforce Mondiale a été créée en 2012 dans la même volonté de rassembler tous les principaux réseaux et gouvernements locaux et régionaux, afin d'assurer un plaidoyer commun pour l'Agenda de développement post-2015 et vers Habitat III.

Ces vingt dernières années, le partenariat entre les autorités locales et ONU-Habitat s'est élargi et renforcé. Habitat III devrait apporter l'opportunité d'évaluer ce partenariat et d'améliorer la qualité des relations entre l'ONU et les gouvernements locaux, accordant à ces derniers un statut spécial, ainsi qu'un rôle plus direct et des responsabilités plus importantes au sein des instances statutaires d'ONU-Habitat.

La Taskforce Mondiale est convaincue qu'Habitat III sera un mécanisme clé pour mettre en œuvre l'agenda post-2015 à l'échelle locale et pour répondre aux questions spécifiques concernant les établissements humains qui seront la base d'un avenir durable.

Le **Dr. Joan Clos**, Directeur exécutif d'ONU-Habitat, a ouvert la session en évoquant l'importance et le statut spécifique des gouvernements locaux dans le processus d'Habitat III, statut qui se fonde sur l'agenda d'Istanbul adopté pendant Habitat II et reconnaît la nature gouvernementale de ces acteurs, leur accordant une place légitime dans le processus en tant que « partenaires les plus proches » et « essentiels » pour la mise en œuvre de l'agenda d'Habitat (*Déclaration d'Istanbul*, paragraphe 12).

Mme Jacqueline Moustache-Belle, Maire de Victoria (Seychelles) et Coprésidente de CGLU, a mentionné le Consensus d'Habitat II comme un accord visionnaire qui reconnaissait les autorités locales comme partenaires clés de l'agenda. En outre, ce Consensus a permis de faire avancer les politiques de décentralisation, a encouragé le développement de nouveaux mécanismes financiers et a promu les investissements dans les infrastructures urbaines. Mme Moustache-Belle a souligné que l'article 104 de la Déclaration d'Istanbul reconnaissait le besoin de gouvernements locaux forts. Toutefois, même si cette vision d'une grande portée a apporté de réels progrès, elle n'a pas atteint son plein potentiel.

Mme Maryse Gautier, Coprésidente du Comité préparatoire de la Conférence Habitat III (France), a souligné l'importance de promouvoir des villes durables, s'appuyant sur les expériences des gouvernements locaux et régionaux du monde, et a réitéré son engagement à faciliter un processus vers Habitat III qui soit aussi inclusif que possible et qui encourage l'implication des autorités locales en tant qu'acteurs du développement urbain.

Priorités pour le nouvel agenda urbain

M. Jean-Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLUA, a déclaré que les autorités locales et régionales représentent des acteurs organisés et prêts à apporter leurs contributions. Il a appelé les Etats membres à fournir les mécanismes assurant la pleine participation des autorités locales à la définition du document final d'Habitat III en reconnaissant l'accréditation spécifique des autorités locales par le biais des associations d'autorités locales disposant d'un statut consultatif à l'ECOSOC. Dans cette perspective, il a souligné que rien de nouveau ne devait être créé, rappelant que la simple mise en œuvre des règles 64 et 65 de la Déclaration d'Istanbul dans les règles de procédure d'ONU-Habitat permettrait d'obtenir cette accréditation spécifique.

Mme Annemarie Jorritsma-Lebbink, Maire d'Almere (Pays-Bas), Vice-présidente de CGLU et Présidente de VNG, a insisté sur l'aspect de gouvernance du futur agenda urbain, appelant au soutien de la démocratie locale, qui doit être établie comme pierre angulaire de la gouvernance locale et nationale. Elle a appelé à la clarification de la distribution des ressources et des compétences entre les gouvernements centraux et locaux, afin de permettre aux autorités locales d'assumer les tâches qui leur sont assignées, et de les rendre redevables auprès des citoyens qui les ont élues. « La gouvernance urbaine nécessite une approche intégrée, tout particulièrement dans les grandes zones urbaines et dans les villes intermédiaires. La consolidation de ce cadre de gouvernance multi-niveaux fait des autorités locales des acteurs reconnus dans la gouvernance des villes », a-t-elle déclaré, ajoutant que « le renforcement des capacités et de la redevabilité des gouvernements locaux sont essentiels pour renforcer la confiance des citoyens envers les institutions publiques. »

Rev. Mpho Moruakgomo, Président de l'Association des autorités locales du Botswana (BALA), Vice-président de CGLU et membre du Bureau de CLGF, a réitéré que l'Agenda d'Habitat II faisait référence à l'impact de l'urbanisation et reconnaissait déjà le besoin d'avoir des gouvernements locaux forts, déclarant : « Dans le processus d'urbanisation, les politiques et les programmes pour le développement durable des établissements humains dans les zones rurales et urbaines requièrent des institutions gouvernementales infranationales fortes et qui travaillent en partenariat avec toutes les parties impliquées. »

Mme Catherine Cullen, Présidente de la Commission Culture de CGLU, a rappelé la forte conviction selon laquelle il n'y aura pas de futur durable sans villes durables et inclusives, soucieuses de la culture, de l'héritage et du patrimoine. Les centres urbains doivent travailler avec la diversité de leur population, garantissant l'inclusion et la cohésion sociales en favorisant et en développant la diversité culturelle. La Conférence Habitat III sera essentielle pour atteindre cette pierre angulaire de notre futur agenda.

Mme Bernadia Irawati Tjandradewi, Secrétaire Générale de CGLU ASPAC, a souligné le besoin d'assurer le bien-être des citoyens, non seulement en termes de développement économique, mais également en termes de satisfaction. Elle a rappelé le rôle essentiel des autorités locales et régionales à cet égard, en particulier parce qu'elles fournissent les services qui répondent aux besoins de la

population. Elle a également appelé à soutenir les programmes de renforcement des capacités des autorités locales et régionales, indiquant qu'il s'agit de processus à long terme.

Mme Janice Peterson, Présidente de la Commission Huairou, a évoqué le manque récurrent de planification sensible à la question du genre dans les zones urbaines et les villes. Mentionnant les récentes tragédies qui ont secoué l'Inde et la violence et les crimes commis contre les femmes dans les espaces publics du monde entier, elle a appelé les maires et les autorités locales à appliquer des politiques garantissant la sécurité des femmes et à prendre part à des initiatives pour des villes plus sûres.

Le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes sont deux des éléments qui ont le plus d'impact sur les villes et ils devront être abordés dans le nouvel agenda urbain, a déclaré **M. Yunus Arikan**, Directeur de la politique et du plaidoyer internationaux pour ICLEI. Il a mentionné l'initiative récemment lancée du Compact des Maires, qui vise à encourager la mobilisation des villes et promouvoir leurs actions et politiques sur le changement climatique. Cette initiative promeut également leurs efforts auprès de la communauté internationale et en vue de la COP21 à Paris. Le Compact a été mis en œuvre par C40, ICLEI et CGLU, et soutenu par l'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, M. Bloomberg, l'équipe climat du Secrétaire Général et ONU-Habitat.

L'importance indéniable de partenariats entre les gouvernements nationaux, les gouvernements locaux et la société civile organisée a également été soulevée par **M. Rene Hohmann**, expert à Cities Alliance, qui a souligné les grands progrès du programme de partenariats de son organisation pour rendre les villes plus inclusives, résilientes et durables. Il a avancé que les partenariats réalisés avec succès pouvaient soutenir la bonne gouvernance urbaine, la planification inclusive et le développement social, ainsi que le développement économique inclusif permettant de créer des emplois et de favoriser la réduction de la pauvreté.

Financer l'urbanisation : les implications pour Habitat III

Mme Lucy Slack, Secrétaire Générale adjointe de CLGF, a souligné la grande importance que le bureau du Forum des gouvernements locaux du Commonwealth (CLGF) accorde à la mise en œuvre locale du processus des ODD et au besoin de refléter ceci dans le processus préparatoire d'Habitat III. Elle a déclaré que le besoin d'un environnement cohérent de gouvernance pour faciliter l'efficacité des gouvernements locaux vis-à-vis des ODD est considéré comme un pilier clé. C'est pourquoi il faut mettre en place un cadre légal clair, de solides relations intergouvernementales et des rôles et fonctions bien définis. Elle a également souligné que la possibilité d'élargir le champ d'action des acteurs de la gouvernance locale afin d'encourager les partenariats entre GLR et d'autres acteurs locaux, était nécessaire. Enfin, elle a appelé à des financements spécifiques pour soutenir la mise en œuvre locale des ODD, en recentrant les ressources existantes et les nouvelles ressources des gouvernements, ou par le biais d'un fond mondial dédié à ce processus.

M. Patrick Braouezec, Président de l'agglomération de Plaine-Commune et Conseiller de Saint-Denis (France), a soulevé que le futur agenda urbain allait nécessairement devoir prendre en compte le potentiel du secteur informel dans le développement économique local. Il a appelé les gouvernements à adopter des politiques de circonstance et des régulations pour suivre la dynamique du secteur informel. Il a en outre insisté sur le fait que le développement économique ne serait pas possible sans inclure les pauvres, promouvant le micro-business et garantissant une gestion territoriale souple.

M. Amiri Nondo, Maire de Morogoro (Tanzanie) et Champion de CGLU pour la coopération au développement, a souligné le rôle essentiel que jouent les gouvernements locaux pour soutenir et établir les économies locales, aussi bien en créant un environnement favorable aux activités économiques (par exemple, par le biais de la planification du développement local ou l'investissement direct) qu'en devenant les catalyseurs du développement, en coordonnant les différents acteurs et en promouvant des partenariats avec la société civile et le secteur privé (par exemple, pour la prestation des services de base). Il a également souligné que dans nombre de pays, le développement économique local prend une part de plus en plus importante dans les stratégies mises en place pour contrebalancer l'héritage d'un développement inégal et d'une pauvreté établie.

Les institutions et les partenaires internationaux peuvent jouer un rôle essentiel en soutenant ces réformes, en renforçant la décentralisation fiscale, en créant des cadres légaux pour les partenariats public-privé, en trouvant des investisseurs et en aidant les marchés infranationaux à se développer, a déclaré **Mme Nomveliso Nyukwana**, Maire d'Emalaheni (Afrique du Sud) et Championne de CGLU pour la coopération au développement. Elle a demandé que financements de l'aide officielle au développement contribuent au renforcement des cadres nationaux afin d'encourager la mobilisation des ressources. Elle a également avancé que les financements nationaux, locaux et territoriaux doivent être équilibrés, insistant sur le fait que dans de nombreux endroits du monde, les réformes sont nécessaires pour encourager, garantir et adapter les fonds aux besoins et aux capacités des gouvernements locaux.

Mme Eugenie Birch, Présidente de la Campagne Urbaine Mondiale (WUC, selon l'acronyme anglais), a rappelé l'implication de longue date des autorités locales et régionales dans la Campagne Urbaine Mondiale, ainsi que dans les programmes et politiques d'ONU-Habitat, et a invité les membres présents à renforcer ce partenariat en vue de la Conférence Habitat III et à prendre part à l'Assemblée générale des partenaires. L'Assemblée générale des partenaires a été lancée par la WUC en 2015 comme une plateforme au sein de laquelle tous les acteurs engagés dans le processus d'Habitat III peuvent débattre de leurs visions et apporter leur voix à cette procédure.

La délégation des gouvernements locaux de CGLU et de la Taskforce Mondiale sont prêts à poursuivre le dialogue avec les Etats membres afin d'expliquer la pertinence de leur implication dans le processus d'Habitat III et de partager le processus de la seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux vers Quito.

Malgré notre souhait de voir se concrétiser le plus rapidement possible des accords sur la participation améliorée des acteurs et des gouvernements locaux, ainsi que sur leur accréditation, nous gardons l'espoir que le processus soit inclusif.

Comme déclaré précédemment, lors de la session plénière de la PrepCom2, l'agenda urbain s'étend au-delà des grandes villes et inclut également les connections avec les zones rurales.

L'agenda que les gouvernements locaux organisés souhaitent apporter à Habitat III n'est pas lié aux affaires nationales, mais bien aux solutions locales, envisagées comme des contributions aux enjeux mondiaux. Le nouvel agenda urbain ne peut pas être défini sans la présence de dirigeants locaux et d'élus redevables auprès de leurs communautés.